

Pouvoir d'emprunt

autres provinces. Son taux de chômage a doublé depuis un an, mais au moins elle peut compter sur cet argent.

Comme on l'a souligné précédemment, le gouvernement fédéral n'a rien mis de côté au cours de cette période de prospérité. En fait, les ministres des Finances ont prévu des déficits dans leurs budgets et lancé de très nombreux programmes, peut-être pour gagner d'autres élections ou pour quelque autre raison. Ils ont jugé qu'il ne serait pas difficile de demander au Parlement des pouvoirs d'emprunt. Ma génération a connu les mêmes problèmes. Nous étions plutôt gâtés. Tout allait assez bien au début des années 50. Il nous était facile d'emprunter et de prospérer. Tout à coup beaucoup d'entre nous ont perdu leur entreprise et leur maison, car ils sont allés trop loin. Le gouvernement devrait s'en rendre compte.

Au cours de cette même période, les jeunes gens conduisaient des automobiles et ne s'inquiétaient pas de l'avenir lorsqu'ils quittaient leur emploi. Cela ne posait aucun problème, car les emplois étaient nombreux. Par contre, la génération actuelle s'aperçoit, à la sortie de l'école, que le pays n'a rien à lui offrir. Alors que les jeunes se tournent à regret vers le gouvernement pour obtenir de l'aide, le taux de chômage est très élevé. Ils s'aperçoivent que l'on fait bien peu pour eux et qu'ils ne peuvent compter sur le gouvernement pour régler leurs problèmes. En fait, dans bien des cas ce sont les gouvernements qui en sont la cause.

Lorsque je demande à certains de mes jeunes électeurs pourquoi ils sont désespérés, ils répondent qu'ils entrevoyaient leur avenir dans le secteur pétrolier et que le gouvernement a fait disparaître leurs espoirs avec son Programme énergétique national. Des dizaines de milliers d'emplois qui auraient pu profiter aux gens de ma circonscription ont maintenant été perdus à cause de la politique gouvernementale. Leur avenir est sombre. Selon moi, ils grandiront un peu comme certains de nos ancêtres, peu enclins à investir et à aider notre pays à sortir des difficultés qu'il connaît à cause d'un gouvernement qui n'adopte pas la meilleure politique économique possible depuis dix ou 15 ans.

Le gouvernement ne se contente pas de demander au Parlement le pouvoir d'emprunt qui lui permettra de traverser les prochains mois. Non, ça ne lui suffit pas. Il sollicite l'autorisation d'emprunter un montant bien supérieur à ce dont il a véritablement besoin. S'il voulait montrer l'exemple aux Canadiens en se contentant d'emprunter ce dont il a besoin ce mois-ci et en tâchant de réduire ses dépenses de manière à ne pas avoir à redemander encore de l'argent le mois prochain, je suppose que les Canadiens diraient au Parlement d'adopter le projet de loi. Mais ce n'est pas ce que fait le gouvernement, ce n'est pas l'exemple qu'il donne. Nous avons adopté un projet de loi portant pouvoir d'emprunt il y a quelques mois, et le gouvernement dispose encore d'un pouvoir d'emprunt suffisant et, en fait, d'un report de 2 milliards de dollars. Or, il s'adresse au Parlement avant les vacances d'été pour solliciter un autre montant énorme d'argent, quelque 14.7 milliards, sans fournir beaucoup de justification sur la façon dont il le dépensera ni expliquer s'il se montrera bien frugal dans ses dépenses.

Nous avons réussi dans une certaine mesure à convaincre le gouvernement qu'il avait tort de s'y prendre ainsi. Nous lui

avons suggéré à maintes et maintes reprises de soumettre au Parlement des demandes raisonnables que nous serions heureux d'approuver rapidement. Nous lui avons dit que s'il lui fallait pour cela se présenter plus souvent devant le Parlement, nous n'y trouverions pas à redire à condition qu'il justifie ses demandes d'argent et qu'il puisse démontrer qu'il s'efforce de réduire les dépenses extraordinaires. Mais lorsque le gouvernement vient nous demander beaucoup plus d'argent qu'il n'en a besoin pour les prochains mois, il m'est bien difficile à titre de député, à moi et à bien d'autres députés à la Chambre, de dire oui.

Il nous faut montrer aux Canadiens que nous sommes capables de fonctionner sans accumuler des déficits toujours croissants, sans emprunter constamment et dépenser au-delà de nos moyens. Sinon, nous ne donnons pas le bon exemple aux jeunes Canadiens, aux entreprises et aux autres pour les encourager à collaborer. Il existe encore au Canada des groupes de gens qui demandent beaucoup plus qu'ils n'ont besoin. Lorsqu'un groupe réussit à obtenir ce qu'il demande, les autres exigent la même chose alors que le chômage est élevé, les faillites nombreuses et ainsi de suite.

Si nous ne réussissons pas à reprendre les dépenses en main, ce sont les programmes sociaux qui seront les premiers à en souffrir. Beaucoup de gens prétendent maintenant que nous n'en avons pas les moyens. Je m'accorde à dire qu'il en est certain que nous n'avons pas les moyens de nous offrir, mais il en est beaucoup d'autres qui sont absolument nécessaires en temps de récession. Je suis convaincu que ce sont ceux auxquels le gouvernement et les gens s'en prendront bientôt.

Le gouvernement ne devrait pas dépenser des milliards de dollars à instituer de nouvelles sociétés de la Couronne, même une société qui ne dépense pas beaucoup mais n'en demeure pas moins superflue, comme Canagrex, car il lui faut ensuite emprunter plus d'argent. Au lieu de reculer et d'offrir des stimulants au secteur privé qui peut fournir des emplois et nous aider à sortir de la récession, le gouvernement nous propose des budgets qui prévoient des déficits plus considérables et des emprunts encore accrus pour financer les dépenses du gouvernement fédéral.

Je constate que mon temps de parole est écoulé, monsieur le Président; il passe si vite.

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, je suis heureux d'être ici, mais je ne suis pas particulièrement heureux de parler à nouveau d'un projet de loi d'emprunt, le C-151, portant pouvoir d'emprunt de 14.7 milliards de dollars, dont 4 milliards sans explication aucune du gouvernement. Ce pouvoir d'emprunt porte le montant des emprunts du gouvernement à plus de 1 milliard par semaine au cours de l'année dernière. C'est un record inouï pour le gouvernement du Canada, et probablement un record parmi bien des pays du monde. Nos collègues d'en face nous mettent souvent au défi de préciser dans quels secteurs nous, les néo-démocrates ou les conservateurs, ferions des économies si nous avions le pouvoir. On pourrait facilement dresser une liste car le vérificateur général nous a cité des milliers de cas de dépenses inutiles du gouvernement.